



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas portant,
en application de l'article R. 122-17 du Code de l'environnement,
sur la révision du zonage d'assainissement des eaux usées
de la commune de Puyravault (17)**

n°MRAe 2018DKNA169

dossier KPP-2018-6243

**Le Président de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
Nouvelle-Aquitaine**

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17, R. 122-8 et suivants ;

Vu le décret du n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des Missions Régionales d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 14 juin 2016 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas déposée par le syndicat des eaux de la Charente-Maritime, reçue le 6 mars 2018, par laquelle celui-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion de la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Puyravault (17) ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé du 8 mars 2018 ;

Considérant que la commune de Puyravault, d'une population de 642 habitants en 2013 pour une superficie de 1 725 hectares, est dotée d'un plan local d'urbanisme approuvé en 2007 et d'un zonage d'assainissement approuvé le 2 mars 2007 prévoyant la réalisation d'un système d'assainissement collectif ;

Considérant que la commune de Puyravault a transféré sa compétence assainissement au syndicat des eaux de la Charente-Maritime, que ce dernier souhaite adapter le zonage d'assainissement au développement urbain ;

Considérant que le syndicat a mené les études techniques relatives à la révision du zonage et que le dossier intègre une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ainsi qu'une étude par secteur communal

concernant leur intégration éventuelle au futur réseau d'assainissement collectif ;

Considérant que la commune disposera d'une station d'épuration d'une capacité de 750 équivalent-habitants et dimensionnée pour l'urbanisation prévue sur la commune jusqu'à l'adoption du futur PLUi prescrit le 8 décembre 2015 ;

Considérant que le projet concentre le zonage d'assainissement collectif dans les secteurs urbains et à urbaniser AU en rapport avec les capacités de traitement, le reste du territoire, dont les zones d'aménagement différé 1AU, demeurant en zonage d'assainissement non collectif ;

Considérant ainsi qu'il ne ressort ni des éléments fournis par le pétitionnaire, ni de l'état des connaissances actuelles, que le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Puyravault, à mener conformément aux attendus du code de l'environnement, soit susceptible d'avoir des incidences significatives sur la santé humaine et l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er} :

En application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement, le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Puyravault (17) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

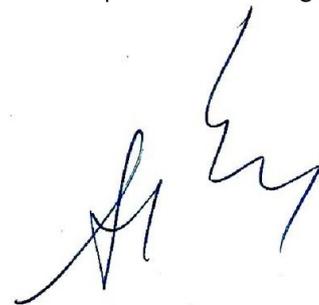
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement ne dispense pas des autres procédures auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation Autorité environnementale du CGEDD <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr> .

Fait à Bordeaux, le 27 avril 2018

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,
le membre permanent délégué



Hugues AYPHASSORHO

| |
|-----------------------------------|
| <i>Voies et délais de recours</i> |
|-----------------------------------|

1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale.**

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.

2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.